



Arrêté préfectoral DCPAT n° 2019- 143 du 12 AOUT 2019 imposant des prescriptions relatives à la substitution de la société PSA par la société Garenne Aménagement, pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien site exploité 18 rue des Fauvelles à La Garenne-Colombes.

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 511-1, L 512-21, R 512-66-1 et R 512-76 à R 512-81,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

Vu la note ministérielle du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués et la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 ;

Vu la déclaration de cessation d'activité à compter du 31 décembre 2018, notifiée par la société PSA au préfet des Hauts-de-Seine le 2 juillet 2018 ;

Vu la demande d'accord préalable faite par la société Garenne Aménagement le 21 décembre 2018 au préfet des Hauts-de-Seine pour se substituer à la société PSA, dernier exploitant du site situé au 18 rue des Fauvelles à La Garenne-Colombes, afin de réaliser les travaux de réhabilitation ;

Vu l'accord de monsieur le président de l'Établissement Public Territorial Paris Ouest La Défense sur l'usage futur du terrain de type bureaux, commerces et activités de service, habitation et équipements d'intérêt collectif, établi par courrier du 24 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable de monsieur le préfet des Hauts-de-Seine en date du 28 février 2019 à la demande d'accord préalable de la société Garenne Aménagement pour se substituer à la société PSA ;

Vu la demande faite par la société Garenne Aménagement au préfet des Hauts-de-Seine le 10 avril 2019, complétée le 13 juin 2019, en vue de se substituer à la société PSA pour procéder à la réhabilitation des terrains,

Vu l'avis favorable de la société PSA du 20 mars 2019 sur le dossier de demande de substitution ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement émis le 25 juin 2019 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 9 juillet 2019 ;

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : [courrier@hauts-de-seine.gouv.fr](mailto:courrier@hauts-de-seine.gouv.fr)

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TÉLÉCOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Vu le courrier du 17 juillet 2019 de transmission à la société Garenne Aménagement, avec copie à la société PSA, d'un projet d'arrêté préfectoral établi en fonction de l'avis émis par les membres du CODERST et qui indiquait à la société Garenne Aménagement qu'elle avait la possibilité de formuler, le cas échéant, des observations par écrit sur ce projet, dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre précitée ;

Vu l'absence de remarques formulées par la société Garenne Aménagement ;

Considérant que les activités industrielles passées exercées sur le site ont été à l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols ;

Considérant que, compte tenu de la concertation engagée, les usages futurs de ce site sont de type bureaux, commerces et activités de service, habitation et équipements d'intérêt collectif ;

Considérant la nécessité de supprimer les sources de pollution identifiées ou, à défaut, de les réduire au maximum, de garantir que les impacts de la pollution sont maîtrisés et que l'état de pollution résiduelle du site est compatible avec l'usage projeté ;

Considérant que le préfet, en application du III de l'article R. 512-78 du code de l'environnement, statue sur la substitution du tiers demandeur et définit par arrêté pris dans les formes de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, les travaux de réhabilitation du site ;

Considérant que la société Garenne Aménagement s'est engagée à se substituer à la société PSA pour la remise en état du site ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles ;

Sur la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Réhabilitation du site**

La société Garenne Aménagement, ci-après dénommée « tiers demandeur », dont le siège social est sis 19 rue de Vienne à Paris, se substitue à la société PSA pour réaliser les travaux de réhabilitation du site, situé 18 rue des Fauvelles sur le territoire de la commune de La Garenne-Colombes précédemment exploité par la société PSA en se conformant aux prescriptions du présent arrêté.

Les terrains concernés figurent sur le plan à l'annexe 1 du présent arrêté.

La réhabilitation du site se fera en 3 phases distinctes correspondants à 3 lots identifiés répartis sur la commune de La Garenne-Colombes de la façon suivante :

- Lot A – Secteur Campus :

Secteur	N° de la parcelle
<b>B</b>	451, 216
<b>C</b>	1 (partielle), 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27
<b>D</b>	115, 117, 204

- Lot B – Secteur Macrolot :

Secteur	N° de la parcelle
C	1 (partielle), 12, 13, 14

- Lot C – Secteur Parc :

Secteur	N° de la parcelle
C	1 (partielle)

Les mesures de réhabilitation sont celles proposées par le tiers demandeur dans le mémoire de réhabilitation en date du 10 avril 2019 complété le 13 juin 2019. Ces mesures ont pour but d'assurer la compatibilité des milieux impactés avec l'usage futur des terrains tel que défini à l'article 2 du présent arrêté et de supprimer autant que possible et, à défaut, maîtriser les sources de pollution identifiées sur le site.

Le phasage des travaux de réhabilitation est le suivant :

Secteur	Phasage
Campus	Juillet 2019 au 31 juillet 2020
Macrolot	Octobre 2019 au 31 octobre 2020
Parc	Juillet 2024 au 31 décembre 2024

Ces délais pourront être revus après accord de l'inspection des installations classées en cas de découverte de pollution non identifiée lors des diagnostics initiaux, de difficultés de chantier non prévues ou en cas de modification du procédé de traitement des pollutions, défini dans les documents pré-cités.

## **Article 2 : Usages futurs du site**

Les usages futurs des terrains ont été définis après concertation entre le tiers demandeur, le dernier exploitant, le Président de l'Établissement Public Territorial compétent en matière d'urbanisme, pour permettre un usage de type bureaux, commerces et activités de service, habitations et équipements d'intérêt collectif.

## **Article 3 : Gestion du chantier**

### **Article 3.1 : Mise en sécurité du chantier**

#### ***➤ Prescriptions générales d'hygiène et de sécurité***

Le chantier doit disposer des moyens nécessaires de lutte contre l'incendie.

Des dispositions doivent être prises pour empêcher le contact cutané, l'ingestion ou l'inhalation des sols pollués par le personnel intervenant. En particulier, le personnel doit se laver les mains régulièrement et ne pas manger sur le chantier en dehors de la zone de vie.

#### ***Accès***

Le site doit être clôturé efficacement.

Les terrains non dépollués doivent être interdits d'accès à toute personne non habilitée tant que les



travaux de dépollution ne sont pas achevés, hormis pour le personnel chargé de la surveillance et de l'exécution des travaux de réhabilitation. Cette interdiction doit être affichée de manière visible. Afin d'appliquer ces restrictions, un gardiennage doit être mis en place pour contrôler les accès pendant les heures d'ouverture du chantier et toutes les issues doivent être fermées à clef en dehors des heures d'activité.

### **Article 3.2 : Destruction des bâtiments**

La destruction de bâtiments dans le cadre des opérations de réhabilitation doit respecter les dispositions du présent article.

Le tiers demandeur doit, conformément à la réglementation et préalablement à la démolition des bâtiments, éliminer les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.

Les bétons de démolition, après justification par le tiers demandeur du fait qu'ils ne contiennent pas d'amiante, doivent être analysés. Ils devront être soit évacués du site dans des filières autorisées, soit valorisés sur site si besoin et s'ils respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 définissant les déchets inertes.

Les enrobés bitumineux contenant du goudron situés sur ou à proximité des sources de pollution et extraits dans le cadre des travaux doivent être éliminés à l'extérieur du site dans des filières autorisées.

Les canalisations enterrées, les réseaux d'égouts et les cavités souterraines de type regard ou fosse doivent être curés et nettoyés.

Un récapitulatif des travaux de destruction et des filières utilisées pour l'évacuation des matériaux est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 3.3 : Apport de matériaux extérieurs**

Les matériaux devant être amenés depuis l'extérieur du site afin de remblayer des excavations dues aux travaux de réhabilitation doivent être des matériaux inertes respectant les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 définissant les déchets inertes.

### **Article 3.4 : Tri et stockage provisoire**

Les matériaux de démolition et les terres polluées issus du chantier et destinés à être traités ou évacués ne peuvent pas être stockés sur le site sur une période de plus de 12 mois.

Une aire de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition doit être créée sur le site.

Les matériaux doivent être triés en fonction du type de polluant et stockés sur une aire spécifique afin d'éviter le mélange avec des matériaux propres. Ces aires doivent être implantées sur une surface étanche, en rétention et permettant de recueillir et traiter les eaux météoriques conformément aux dispositions de l'article 3.6 du présent arrêté.

Les déchets dangereux doivent être évacués ou éliminés dans des filières autorisées. Les éventuels déchets contenant de l'amiante devront être immédiatement évacués dans des filières autorisées selon la réglementation en vigueur.

Les produits dangereux évacués devront être accompagnés du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

### **Article 3.5 : Gestion des incidents**

En cas de découverte d'un nouvel impact non identifié dans les études préalables mais susceptible de présenter des risques ou des nuisances pour l'environnement, il appartient au tiers demandeur de prendre toutes les dispositions appropriées pour les supprimer ou limiter leur impact. Une information systématique de l'Inspection des Installations Classées doit être faite dans les meilleurs délais.

Le tiers demandeur doit prendre toute disposition pour éviter la survenue d'incident pouvant être lié au contact cutané, à l'inhalation ou à l'ingestion de poussières ou de terres provenant des pollutions historiques identifiées sur le site.

Si les travaux de réhabilitation sont concomitants avec des travaux de construction, ils ne doivent pas entraîner de risques pour le personnel présent sur les différents chantiers. Pour cela, des dispositions spécifiques doivent être établies dans une consigne écrite et mises en œuvre sur le terrain.

Tout accident ou incident survenu du fait des travaux de réhabilitation et susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement doit être porté à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais.

### **Article 3.6 : Prévention de la pollution de l'eau**

Si nécessaire, les effluents liquides résiduaires du dispositif de traitement des eaux pluviales pourront être évacués dans le réseau public d'assainissement, sous réserve du respect des prescriptions ci-après et de l'accord du gestionnaire du réseau.

Les effluents liquides devront être exempts de :

- matières flottantes,
- produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages ou à la sécurité des personnels y travaillant, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de perturber le fonctionnement des stations d'épuration.

Ces effluents liquides pourront être rejetés au réseau public d'assainissement sous réserve de respecter les caractéristiques et concentrations suivantes :

<b>Paramètres</b>	<b>Concentrations</b>
demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
demande biologique en oxygène (DBO5)	100 mg/l
matières en suspension totales (MEST)	100 mg/l
hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l

En outre, les rejets aqueux devront respecter les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30 °C,

Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident ou d'incident se produisant sur le site, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et



quantités émises seraient susceptibles d'impacter le milieu récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

La vérification du respect de ces valeurs limites doit être effectuée lors du fonctionnement de l'unité de traitement de l'eau et selon une fréquence hebdomadaire.

### **Article 3.7 : Prévention de la pollution de l'air**

Les dispositions appropriées seront prises pour limiter au maximum les émissions dans l'atmosphère de poussières, des gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à l'environnement.

En particulier, des dispositions appropriées seront prises pour limiter l'envol de poussières et les nuisances olfactives liées à l'aire de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Le tiers demandeur met en place avant le début du chantier un plan de prévention et de surveillance des nuisances olfactives liés à son chantier. Il met en œuvre avec réactivité les mesures correctives efficaces en cas de survenue de nuisances olfactives si elles apparaissent, afin de les supprimer et de limiter l'envol de poussières.

### **Article 3.8 : Suivi du chantier**

Un registre des travaux de réhabilitation doit être mis à jour quotidiennement dès le début des travaux. Dans ce registre seront consignés les travaux et contrôles réalisés ainsi que toutes les informations relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement.

La nature et les quantités de déchets éliminés hors du site y seront mentionnées, avec indication de l'installation d'élimination.

Ce registre, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Article 4 : Analyse des Risques Résiduels**

Le tiers demandeur réalise à la fin des travaux de réhabilitation une analyse des risques résiduels (ARR). Cette analyse a pour but de vérifier l'acceptabilité du projet de réhabilitation sur le plan sanitaire en évaluant les risques potentiels liés aux expositions résiduelles.

L'analyse des risques résiduels (ARR) est réalisée en s'appuyant sur les recommandations énoncées dans la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués d'avril 2017 et à la note d'information n° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31/10/14 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués ou tout texte s'y substituant. Les critères d'acceptabilité des niveaux de risque sont obligatoirement ceux usuellement retenus au niveau international.

L'ARR devra être fournie à l'Inspection des Installations Classées avec le rapport de fin de travaux dont le contenu est détaillé à l'article 7.

S'il s'avère notamment que les expositions résiduelles traduisent des risques non acceptables au regard de l'usage retenu, l'exploitant proposera des mesures de gestion complémentaires permettant d'atteindre les objectifs fixés aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

## **Article 5 : Découverte de pollution**

Si, au cours des travaux de réhabilitation ou de campagnes de surveillance des milieux, une nouvelle source de pollution qui n'avait pas été mise en évidence dans les études précédentes et qui est susceptible de modifier l'avancement ou la réalisation des travaux de réhabilitation est découverte sur le site, le tiers demandeur doit en informer l'Inspection des Installations Classées dans les meilleurs délais.

## **Article 6 : Rapport de fin de travaux**

A chaque fin de phase, dans un délai de 3 mois, le tiers demandeur doit établir un rapport final de suivi des travaux et le transmettre au préfet des Hauts-de-Seine en 3 exemplaires. Il devra comporter au minimum les éléments suivants :

- le récapitulatif des travaux réalisés accompagné de photographies du chantier et d'une estimation du coût global de la réhabilitation ;
- le rapport des actions de surveillance de l'environnement (rejets des eaux, suivi air...) réalisées sur le site pendant la durée des travaux ;
- les rapports d'analyses de caractérisation des sols des fonds et bords de fouilles ;
- un plan topographique du site dressé par un géomètre expert faisant apparaître le contour exact des parties excavées et remblayées, des zones réaménagées et des pollutions résiduelles ;
- un bilan éventuel des matériaux traités hors du site et des matériaux valorisés sur site ;
- un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier ;
- les rapports d'analyses de caractérisation des gaz du sol ;
- l'ARR prescrite à l'article 5 du présent arrêté ;
- s'il y a lieu, les modifications intervenues sur les modalités de traitement ;
- une confirmation des restrictions d'usage et la forme des restrictions d'usage envisagée ou des compléments à celles proposées dans le plan de conception des travaux, visant à garantir dans le temps la compatibilité avec l'état résiduel de pollution des milieux au droit du site (sols, eaux souterraines, gaz du sol).

## **Article 7 : Garanties financières**

### **Article 7.1 : Montant des garanties financières**

Le montant total des garanties à constituer est de 1 089 600 € correspondant aux travaux.

Cette garantie financière sera échelonnée pour correspondre au phasage des travaux de réhabilitation par secteur :

- pour la réalisation des travaux de réhabilitation du Lot A – Secteur Campus, la somme de 722 400 € TTC sera constituée,
- pour la réalisation des travaux de réhabilitation du Lot B – Secteur Macrolot, la somme de 39 600 € TTC sera constituée,
- pour la réalisation des travaux de réhabilitation du Lot C – Secteur Parc, la somme de 327 600 € TTC sera constituée.

Les garanties financières relatives à chaque phase devront être constituées à leur début.

### **Article 7.2 Établissement des garanties financières**

Avant la réalisation des travaux de réhabilitation de chaque phase, dans les conditions prévues par le présent arrêté, le tiers demandeur adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par



- l'article L. 512-21 du code de l'environnement,
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### **Article 7.2.1 Renouvellement des garanties financières**

Si, à l'échéance du délai fixé à l'article 1, les travaux de réhabilitation prescrits par le présent arrêté ne sont pas terminés, le tiers demandeur procède à leur renouvellement au moins 1 mois à l'avance. Pour attester du renouvellement des garanties financières, le tiers demandeur adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 18 août 2015 relatif à l'attestation de garanties financières requises par l'article L. 512-21 du code de l'environnement.

#### **Article 7.2.2 Actualisation des garanties financières**

Le tiers demandeur est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 par rapport à un indice TP01 de 110,3 (paru au JO du 16 mai 2019), et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### **Article 7.2.3 Modification du montant des garanties financières**

Le tiers demandeur informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **Article 7.2.4 Absence de garanties financières**

En cas de manquement à l'obligation de constitution de garanties financières, il est fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 7.2.5 Appel des garanties financières**

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par le tiers demandeur des travaux de réhabilitation prescrits par le présent arrêté, dans les conditions prévues au I de l'article L. 171-8;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du tiers demandeur ;
- soit en cas de disparition du tiers demandeur par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire.

#### **Article 7.2.6 Levée de l'obligation de garanties financières**

À l'issue des travaux de chaque phase et secteur (actée par le procès-verbal de récolement prévu au V de l'article R. 512-78 du code de l'environnement) la somme correspondante sera libérée.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation de la Mairie de La Garenne-Colombes.

#### **Article 8 : Délais**

Les délais à respecter pour les diverses actions prescrites dans le présent arrêté sont les suivants :

- Le tiers demandeur adresse au préfet l'attestation de la maîtrise foncière du terrain sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ;



- Le tiers demandeur adresse au préfet l'attestation de garanties financières avant la réalisation des travaux de réhabilitation de chaque phase ;
- Rapports de fin de travaux, article 7 : 3 mois après la fin d'une phase des travaux ;
- Travaux de réhabilitation, article 1 : 31 décembre 2024.

### **Article 9 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 10- Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté devra être affichée à la mairie de La Garenne-Colombes au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **Article 11- Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, Madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, monsieur le maire de La Garenne-Colombes et monsieur le directeur territorial de sécurité de proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Le préfet,

Vincent BERTON





## Annexe 1 : plan du site et du projet par secteur









